

Rapport de conjoncture du groupe Nabni 2020

Risque d'endettement de 80 milliards de dollars en 2025

Les initiateurs de l'action citoyenne Nabni ont tiré hier la sonnette d'alarme sur la situation économique du pays, cinquante ans après l'indépendance.

Un constat "clinique" qui a été rendu hier, lors de la présentation à Alger d'un rapport sur la vision de l'Algérie à l'horizon 2020. Un pays qui patine, selon eux, toujours sur le plan économique et social malgré son énorme potentiel.

Devant cette situation, Abdelkrim Boudra, porte-parole du réseau citoyen Nabni, dira : «Malgré cette manne financière, que nous a procurée le secteur des hydrocarbures, nous nous sommes montrés incapables de créer les conditions d'un développement rapide et durable», déplore-t-il. Pour illustrer sa thèse, il fera la comparaison entre l'Algérie au lendemain de l'indépendance et d'autres pays qui ont connu les mêmes indicateurs économiques et sociaux. «La Corée du Sud a vu son revenu par habitant multiplié par 16, la Malaisie par 5 et la Turquie par plus de 3.

Ainsi dans le domaine de l'économie». L'indicateur le plus révélateur, selon le Dr Aïb Mabrouk, c'est la part de l'industrie dans le PIB. «Elle ne dépasse pas les 8% du PIB chez nous, alors que ce taux oscille entre 25% et 35% dans les pays émergents à forte croissance» déplore-t-il. L'économiste dira que «si le statu quo actuel, en termes de gouvernance publique et de politique économique, se poursuit à l'horizon 2020, l'Algérie sera obligée de recourir à l'endettement extérieur pour couvrir ses importations. Pire encore, Si le statu quo actuel se poursuit, l'Algérie risque un endettement de 80 milliards de dollars à l'horizon 2025 » a-t-il averti.

Devant cette situation, le réseau Nabni propose cinq leviers ; gouvernance, éducation, santé, économie, et vivre ensemble.

Pour ce qui est de la gouvernance, Abdelmadjid Attar, ancien P-DG de Sonatrach, dira que l'Algérie «figure toujours en queue des classements internationaux, au sein de pays à revenus comparables, quel que soit l'indicateur retenu.

Pour aspirer à un Etat de droit, les Algériens doivent être égaux devant la loi», poursuit-il. «Il n'y aura plus d'Etat de droit «informel» octroyant des privilèges à certains et offrant un cadre légal incertain à d'autres». Par ailleurs, pour ce qui est du «vivre ensemble», Achraf Benhassine, membre du collectif, plaide pour la réappropriation de l'espace culturel par les citoyens. «Il faut rendre aux structures en charge de la politique et de l'offre culturelle leur autonomie. Elles pourront ainsi offrir un contenu professionnel et varié au niveau de chaque localité afin de rendre le territoire attractif.

Concernant le système de santé à horizon 2020, Samira Bakhti, du réseau Nabni, estime que les Algériens sont «maintenus» en bonne santé grâce à des soins de qualité accessibles à tous et à un système de santé moderne et performant. Cependant, l'oratrice dira, qu'en 50 ans, notre pays a réalisé des progrès considérables «mais quand on regarde le comparatif, on se rend compte que les autres pays ont plus progressé que l'Algérie». En outre, la vision du réseau Nabni, pour le système

éducatif à horizon 2020, est de voir des citoyens bien formés, ouverts sur le monde et capables de porter la modernisation de notre économie et de notre société, faire parvenir le taux d'achèvement du primaire à 98%, celui du premier cycle du secondaire à 95%, réduire de moitié les taux de redoublement jusqu'au baccalauréat, atteindre un taux brut de scolarisation de 40% dans le supérieur.

Yahia M